

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 22 MARS 2017**

FN/RT

**OBJET : N° 5.3.1 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF –
SUBVENTIONS REHABILITATION DISPOSITIFS INDIVIDUELS ASSAINISSEMENT –
MODIFICATION CONVENTION AGENCE DE L'EAU RMC -**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-deux du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 5.3.1 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF –
SUBVENTIONS REHABILITATION DISPOSITIFS INDIVIDUELS ASSAINISSEMENT
MODIFICATION CONVENTION AGENCE DE L'EAU RMC**

Envoyé en préfecture le 31/03/2017
Reçu en préfecture le 31/03/2017
Affiché le
ID : 007-250700267-20170322-2017BS030022-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Depuis 2013, le SEBA est partenaire de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour l'attribution de subventions aux usagers pour la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif sous maîtrise d'ouvrage privée.

Suite à la modification des conditions d'attributions de ces aides financières par l'Agence de l'Eau à compter du 1^{er} janvier 2017, il est nécessaire de signer une nouvelle convention.

Pour rappel, pour bénéficier de ces aides, les usagers volontaires doivent être tout d'abord situés dans une commune où un zonage d'assainissement a été approuvé. Ils doivent avoir une installation antérieure à 1996 et celle-ci doit :

- présenter un danger pour la santé des personnes ;
- et/ou présenter un risque avéré de pollution de l'environnement ;
- et/ou être incomplète ou inexistante.

Ces critères s'appliquent au sens de l'Article 2 de l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les usagers qui souhaitent bénéficier de cette aide doivent être regroupés dans des « programmes de réhabilitation ».

Les principales modifications applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 portent sur les éléments suivants :

- Obligation d'une étude de conception préalable à tous travaux, qui présente une analyse comparative de deux solutions techniques au minimum ;
- Augmentation du forfait d'aide à la réhabilitation de 3000 € à 3300 € par installation réhabilitée (si le montant de la dépense du particulier est inférieur au montant du forfait, l'aide est plafonnée au montant de la dépense) ;
- Augmentation du forfait d'aide au SPANC pour l'animation des opérations groupées de réhabilitation de 250 € à 300 € par installation réhabilitée ;
- Augmentation de l'aide de l'Agence en cas de regroupement d'habitations sur une installation de traitement plafonnée à trois forfaits, en la portant à 9 900 € (aide animation portée à 900 €).
- Augmentation du délai maximum pour achever les travaux de 4 ans à 6 ans.
- Liste présentée pour établir la convention d'aide financière comprenant un nombre minimum de réhabilitations en fonction du nombre d'installations inscrites sur la décision initiale.

Le bureau syndical est appelé à :

- Confirmer que le SEBA se porte mandataire des particuliers pour percevoir et leur reverser l'aide de l'Agence de l'Eau pour la réhabilitation des dispositifs d'ANC sous maîtrise d'ouvrage privée.
- Autoriser le président du SEBA à signer les conventions et tous documents nécessaires à la concrétisation de cette démarche.
- Autoriser le président à présenter à l'Agence de l'Eau des demandes de subvention au fur et à mesure de l'établissement des programmes de réhabilitation.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL